

# AVANT-PROPOS : LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER DU PACIFIQUE EN 2009

Suite à la crise financière survenue aux Etats-Unis à l'été 2007, accompagnée de la crise économique qui s'est propagée à l'ensemble des régions au deuxième semestre de l'année 2008, un redémarrage de l'activité mondiale a été observé et s'est consolidé au cours de l'année 2009. L'amélioration du climat des affaires constaté dans les pays avancés au second semestre 2009 s'explique en grande partie par l'amélioration des conditions financières et par les plans de relance mis en œuvre. Le rebond de la demande des pays émergents a permis au commerce mondial de redémarrer après deux trimestres de chute. L'inflation s'est inscrite dans une tendance baissière sous l'effet conjugué d'une moindre demande, de la hausse du chômage et de la baisse du prix de l'énergie.

Aux Etats-Unis, les chiffres de la croissance du quatrième trimestre (+ 5,7 % en rythme annualisé, après 2,2 % au troisième trimestre) ont permis de limiter le recul du PIB à 2,4 % sur l'ensemble de l'année 2009. Ce retour à la croissance en fin d'année est le résultat du plan de relance fiscal et du ralentissement du déstockage des entreprises. Si l'investissement des entreprises a progressé après plus d'un an de baisse, l'augmentation de la consommation des ménages tend se modérer.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB japonais s'est contracté de 5 % en volume (le plus fort repli observé depuis 1955) en raison de la forte baisse enregistrée au premier trimestre. Au quatrième trimestre, la croissance japonaise s'est révélée supérieure aux prévisions (+ 4,6 % en rythme annualisé), stimulée par des exportations bien orientées et surtout par la reprise des investissements des entreprises ainsi que par une consommation finale robuste.

Dans la zone euro, le PIB a enregistré une diminution de 4 % en moyenne sur l'année 2009. La croissance a été très faible en fin d'année (+ 0,1 % au quatrième trimestre après + 0,4 % le trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation constatée en Allemagne où une croissance nulle a été observée au dernier trimestre 2009. La production industrielle de la zone est en phase de reprise au second semestre, mais elle se situe en retrait en fin d'année, avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009.

L'économie française s'est distinguée au sein de la zone euro par une croissance relativement soutenue au quatrième trimestre (+ 0,6 %, soit 2,5 % en rythme annuel). Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a chuté de 2,2 %, soit la baisse la plus forte depuis l'après-guerre mais une baisse moins importante que la moyenne de la zone euro. L'investissement des entreprises a continué à décroître et le commerce extérieur s'est contracté en raison de l'effet combiné de la baisse des exportations et des importations. Le solde de la balance commerciale s'est amélioré par rapport à 2008. La consommation des ménages a limité la chute du PIB. La production a été stimulée par les secteurs de l'énergie et des services aux entreprises. Sur un an, l'emploi a enregistré un repli de 2,5 % et l'inflation reste modeste (0,9 % sur un an en décembre) malgré une hausse des prix un peu plus forte en fin d'année.

Dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique, la conjoncture économique n'a pas été favorablement orientée dans l'ensemble en 2009.

**La Nouvelle-Calédonie**, qui avait jusqu'alors relativement bien résisté à la tendance baissière de l'économie mondiale, a connu un ralentissement de son activité en 2009. Au cœur de ce ralentissement, figure le manque de confiance des agents économiques, la confiance n'étant revenue - partiellement - que sur la fin de l'année. Ce comportement est très probablement né de la phase de transition dans laquelle est entré le territoire en 2009. Transition politique d'abord, avec les élections provinciales en mai ; transition économique ensuite, avec la nouvelle loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM) ; transition institutionnelle enfin, avec le vote de nouveaux transferts de compétences. A cela aurait pu s'ajouter une transition industrielle dont l'impact aurait été positif, avec la mise en route de l'usine métallurgique de Goro, mais celle-ci a été repoussée et n'a donc pas produit les effets escomptés sur 2009. Les moteurs traditionnels de la croissance du territoire tels que l'emploi, l'investissement, la consommation des ménages ont ainsi perdu de leur dynamisme. Cependant, d'autres indicateurs, comme la création d'entreprises et les prix, sont restés bien orientés et laissent présager une reprise pour l'année 2010.

L'économie polynésienne, pour sa part, a continué d'être défavorablement orientée, pénalisée par une conjoncture mondiale peu propice et un climat politique local perturbé. En dépit du plan de relance mis en œuvre par le gouvernement polynésien, l'investissement des entreprises est en berne, la consommation des ménages s'est inscrite en net repli<sup>1</sup> et l'activité des secteurs tournés vers l'exportation (tourisme et perliculture notamment) s'est avérée globalement atone.

A Wallis-et-Futuna, l'année 2009 a été marquée par une baisse généralisée de l'activité. La demande interne a subi les effets d'une consommation des ménages en léger recul et

d'un investissement des entreprises perturbé par l'absence de nouveaux dossiers de défiscalisation agréés. Seule la commande publique a été relativement dynamique, avec la mise en route des premiers marchés du 9<sup>ème</sup> FED portant sur les infrastructures scolaires.

En matière de politique monétaire, le taux de réescompte de l'IEOM, qui était de 3 % en septembre 2008, a fait l'objet de trois ajustements pour s'établir à 1,25 % depuis le 12 mai 2009, ce qui conduit à un différentiel de 25 points de base avec le taux directeur de la BCE<sup>2</sup>.

## ACTIVITÉ ET POPULATION

	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	WALLIS-ET-FUTUNA
PIB par habitant (en euros) <sup>1</sup>	21 394	17 364	10 148
Population <sup>2</sup>	(2009) 245 580	(2007) 259 700	(2008) 13 484
Superficie (km <sup>2</sup> )	18 575	3 600	142,2

1 Sources : INSEE, ISEE, ISPF, STSEE, comptes économiques 2005 (Métropole : 27 811 euros).

2 Sources : INSEE, ISEE, ISPF, STSEE, Recensements de la population.

## CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ MOYENNE TENSION (MILLIERS DE KMH)

	2007	2008	2009	2009/2008 VAR. EN %
Nouvelle-Calédonie	232 272	240 406	236 416	-1,7
Polynésie française	226 063	224 245	236 356	5,4
Wallis-et-Futuna	5 100	5 334		

Source : EEC, ENERCAL, ISEE, ISPF, EDT-Nord, EEWf, STSEE.

## L'EMPLOI

Sur le marché du travail, la situation a continué de se dégrader en Polynésie française avec une baisse de 4,6 % des effectifs salariés en septembre 2009, soit la destruction de 3 127 emplois sur douze mois de l'année 2009, en dépit des aides au maintien de l'emploi mises en œuvre par le gouvernement polynésien dans le cadre du plan de relance. Les contractions d'effectifs ont principalement touché la construction, l'hôtellerie, la pêche et la perliculture. On note toutefois une légère atténuation en fin d'année avec notamment des embauches temporaires. En Nouvelle-Calédonie, le retournement observé depuis juin 2008 a perduré : le nombre de demandeurs d'emploi a continué de s'inscrire en hausse en 2009 sous l'effet

du ralentissement de la conjoncture, de la fin du chantier de l'usine du Sud, mais aussi de la montée en puissance des Etablissements Provinciaux de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle. Seule la Province Nord a bénéficié d'une amélioration de son marché de l'emploi, dopé par la construction de l'usine du Nord et le développement de la zone VKP (Voh-Koné-Pouembout, région d'accueil de l'usine du Nord). Pour autant, ce territoire a encore créé 1 795 emplois salariés de septembre 2008 à septembre 2009. A Wallis-et-Futuna, le nombre de salariés (2 289 salariés au total en décembre 2009) s'est replié de 3,5 %, en raison du non remplacement de départs à la retraite dans la fonction publique et de licenciements intervenus dans certains secteurs comme le commerce et le BTP.

<sup>1</sup> La consommation finale des ménages représente plus de 70 % du PIB de la Polynésie française (comptes économiques de 2005), alors qu'en Nouvelle-Calédonie elle représente 55,5 % du PIB (comptes de 2007).

<sup>2</sup> Alors que le taux de refinancement des opérations principales de la BCE avait atteint 4,25 % en juillet 2008, l'amplification de la crise financière puis économique a conduit la BCE à diminuer à sept reprises son principal taux directeur pour le fixer à 1 % en mai 2009.



## NOMBRE DE SALARIÉS AU 31 DÉCEMBRE

	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2008 VAR. EN %
Nouvelle-Calédonie	69 964	73 460	76 493	81 415*	83 210*	2,2
Polynésie française	66 143	68 273	69 541	67 642*	64 769*	-4,2
Wallis-et-Futuna	2 121	2 214	2 368	2 373	2 289	-3,5

\* Données à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre et variations de septembre 2008 à septembre 2009.

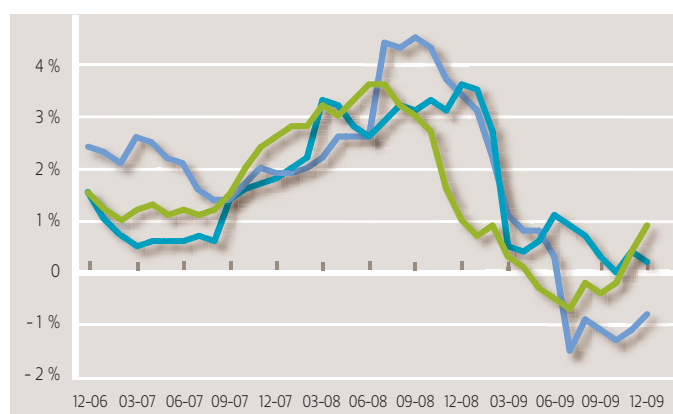
A Wallis-et-Futuna, deux salariés sur trois sont des fonctionnaires ou assimilés.

Source : ISEE, ISPF, CPS, CLR-CCPF (y compris personnes non cotisantes à la CLR).

## PRIX ET SALAIRES

Comme en métropole et dans les DOM, l'inflation est en net ralentissement : en Nouvelle-Calédonie la hausse des prix a fléchi sur l'année 2009, passant de 3,6 % à 0,2 % en glissement annuel, tandis qu'en Polynésie française, les prix ont reculé tout au long du second semestre et que le taux d'inflation est passé de 3,4 % à fin décembre 2008 à -0,8 % à fin décembre 2009. Sur un an, le ralentissement a été induit par la baisse des prix des produits manufacturés (qui comprennent les prix de l'énergie) dans ces deux géographies, à laquelle est venue s'ajouter la baisse des prix des services en Polynésie française.

## ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (variation annuelle de données mensuelles)



— Polynésie Française  
— France  
— Nouvelle-Calédonie

Sources : INSEE, ISEE, ISPF, STSEE.

## SALAIRES MINIMUM BRUT (HORAIRE) AU 31 DÉCEMBRE EN EUROS

	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2008 EN %
Nouvelle-Calédonie	5,45	5,70	5,99	6,17	6,22	0,9
Polynésie française	6,20	6,50	6,79	7,21	7,21	0,0
Wallis-et-Futuna	3,64	3,69	3,86	3,96	3,96	0,0
Métropole	8,03	8,27	8,44	8,71	8,86	1,7

Sources : Direction du travail en Nouvelle-Calédonie, et Inspection du travail en Polynésie française.

## TAUX D'INFLATION

### VARIATION DE L'INDICE GÉNÉRAL DES PRIX EN GLISSEMENT ANNUEL AU 31 DÉCEMBRE EN POURCENTAGES

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nouvelle-Calédonie	1,0	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2
Polynésie française	0,7	0,8	2,3	2,4	1,9	3,4	-0,8
Wallis-et-Futuna	1,5	1,8	2,5	2,5	0,4	2,7	-0,6
France	2,2	2,1	1,5	1,5	2,6	1,0	0,9

Sources : INSEE, ISEE, ISPF, STSEE.

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les échanges extérieurs se sont fortement contractés sur l'année ; la mauvaise orientation de l'activité a pesé sur les importations, alors que les exportations de ferronickel en Nouvelle-Calédonie et d'ouvrages en perles et de perles brutes en Polynésie française ont été en chute ; à Wallis-et-Futuna, seulement 5 862 euros de produits d'artisanat ont été exportés vers Nouméa en 2009<sup>3</sup>. Du fait de la baisse plus rapide des exportations que de celle des importations, le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié et s'est établi à 36 % en Nouvelle-Calédonie, soit un des plus bas niveaux historiques, et à 8,4 % en Polynésie française. Le déficit commercial atteint 140,1 milliards de F CFP en Nouvelle-Calédonie (soit environ deux fois plus qu'en 2006), 135,8 milliards de F CFP en Polynésie française, et 4,7 milliards F CFP à Wallis-et-Futuna.



Nouvelle Calédonie • Nengone Village Vue aérienne • © Destination Iles Loyautés

### COMMERCE EXTÉRIEUR EN VALEUR EN MILLIONS DE F CFP

	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2008 VAR. EN %
<b>Importations</b>						
Nouvelle-Calédonie	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	-16,0
Polynésie française	163 613	155 344	160 630	175 870	148 333	-15,7
Wallis-et-Futuna	4 778	4 980	5 368	5 925	4 642	-21,7
<b>Exportations</b>						
Nouvelle-Calédonie	104 774	128 056	183 881	109 505	80 150	-26,8
Polynésie française	20 169	18 652	16 719	16 190	12 511	-22,7
Wallis-et-Futuna	11,8	11,6	6,8	6,6	NS	
<b>Solde commercial</b>						
Nouvelle-Calédonie	-65 918	-72 785	-60 215	-152 683	-140 073	-8,3
Polynésie française	-143 444	-136 692	-143 911	-159 680	-135 822	-14,9
Wallis-et-Futuna	-4 766	-4 968	-5 361	-5 918	-4 642	-21,6
<b>Taux de couverture en %</b>						
Nouvelle-Calédonie	61,4	63,8	75,3	41,8	36,4	-12,9
Polynésie française	12,3	12,0	10,4	9,2	8,4	-8,7
Wallis-et-Futuna	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	-100,0

NS : non significatif.

Sources : Sce des Douanes, ISEE, ISPF.

<sup>3</sup> Aucune exportation de trocas en 2009 (coquillages dont la nacre sert à la confection de boutons et de bijoux fantaisie.)



## LA DEMANDE INTÉRIEURE

Principal moteur de la croissance économique de ces économies insulaires, la consommation finale des ménages s'est inscrite en baisse sur un an dans les trois collectivités du Pacifique. Seule la Nouvelle-Calédonie a connu des prémisses de reprise en fin d'année.

La demande de logements des ménages, mesurée au travers des crédits à l'habitat, s'est maintenue en Polynésie française (hausse de 5 % en moyenne de l'encours des crédits à l'habitat, contre 6 % en 2008) grâce aux dispositifs d'aides à l'habitat mis en œuvre par le gouvernement polynésien, tandis qu'elle a été moins dynamique en Nouvelle-Calédonie, avec une croissance des encours des crédits à l'habitat de 8,2 % après 13,6 % en 2008. A Wallis-et-Futuna le seul dispositif de prêt à l'habitat est suspendu depuis fin 2004.

Alors qu'en 2008 l'investissement des entreprises était dynamique en Nouvelle-Calédonie et enregistrait une diminution sensible en Polynésie française, il a été défavorablement orienté en 2009 dans l'ensemble des trois collectivités, comme le montrent la chute des importations de biens d'équipement (de plus de 20 % en moyenne) et la prudence quant à leurs intentions d'investir manifestée par les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de l'IEOM. On note toutefois une progression des encours des crédits d'équipement en fin d'année en Nouvelle-Calédonie.

## CONSUMMATION ET INVESTISSEMENT DES MÉNAGES

### VARIATIONS 2009/2008 EN POURCENTAGES

	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	WALLIS-ET-FUTUNA
Immatriculations des véhicules de tourisme neufs	-7,7	-25,1	-45,7
Encours totaux des crédits à la consommation (zone et hors zone) <sup>1</sup>	3,7	-1,3	-8,0
Importations de biens de consommation en valeur <sup>2</sup>	-0,7	-9,3	-17,8
Encours totaux des crédits à l'habitat des particuliers (zone et hors zone)	8,2	4,9	-18,8

<sup>1</sup> Encours totaux des crédits à la consommation (zone et hors zone) à fin décembre = crédit trésorerie particuliers + comptes ordinaires débiteurs particuliers + crédit bail particuliers.

<sup>2</sup> Importations de biens de consommation = somme des importations des biens consommés au sens large (biens alimentaires, boissons, tabac, habillement, chaussures, équipement ménager...), hors automobile.

Sources : IEOM, ISEE, ISPF, DIMENC, Service territorial des transports terrestres, Service des contributions diverses, BWF, Services des douanes et affaires maritimes, Direction régionale des Douanes.

## INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

### VARIATIONS 2009/2008 EN POURCENTAGES

	NOUVELLE-CALÉDONIE	POLYNÉSIE FRANÇAISE	WALLIS-ET-FUTUNA
Importations des biens d'équipement <sup>1</sup>	-23,0	-20,4	-23,1
Immatriculations des véhicules utilitaires neufs	-3,7	-28,2	-35,6
Encours totaux des crédits à l'équipement des sociétés non financières et des entrepreneurs individuels	6,0	-6,5	-14,7

<sup>1</sup> Polynésie : corrigées des achats d'Airbus.

Sources : Direction régionale des Douanes, DIMENC, ISPF, Service territorial des transports terrestres, IEOM.



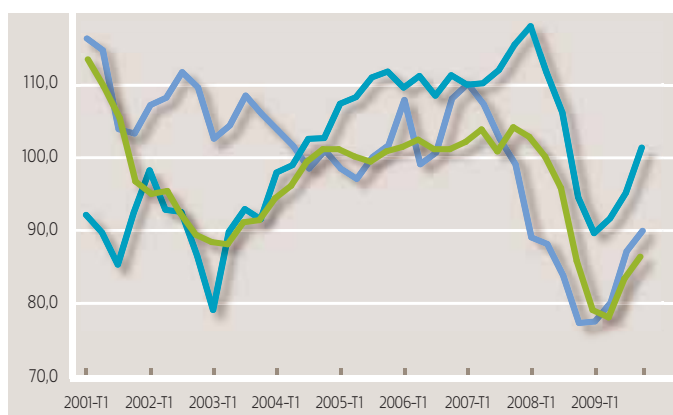
Nouvelle Calédonie • Photo SIC - Marc Le Chélar

## INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES<sup>4</sup>

La mauvaise orientation de l'activité se retrouve dans le niveau de l'indicateur de climat des affaires (ICA), inférieur à 100 tout au long de l'année, ce qui indique une opinion sur le climat des affaires globalement défavorable. Alors qu'au premier semestre, la confiance des chefs d'entreprise de Nouvelle-Calédonie avait été entamée par la conjonction de plusieurs facteurs d'incertitudes, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente nettement sur le second semestre (+ 6,6 points sur le dernier trimestre), retrouvant ainsi son niveau de longue période.

En Polynésie française, après une dégradation depuis début 2007, l'opinion des chefs d'entreprise sur le climat des affaires s'est améliorée tout au long de l'année 2009 mais reste bien en-deçà de sa moyenne de longue période.

### INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES DANS LES COM DU PACIFIQUE ET EN MÉTROPOLE (100 = moyenne période)



— Polynésie Française  
— Métropole (services marchands moyenne)  
— Nouvelle-Calédonie

Sources : enquête IEOM,  
Banque de France

Nouvelle Calédonie • Roche Percée • Photo Tourisme Province Sud



<sup>4</sup> L'indicateur de climat des affaires s'interprète comme une mesure du climat des affaires tel qu'il est perçu par les chefs d'entreprises du secteur marchand. Par construction, il est centré sur sa moyenne normée à 100. Une valeur inférieure à 100 s'interprète comme un jugement défavorable des chefs d'entreprises sur le climat des affaires ; inversement, une valeur supérieure à 100 s'interprète comme un jugement favorable. Une augmentation (baisse) de l'ICA signale une amélioration (dégradation) de l'opinion des chefs d'entreprises sur le climat des affaires. Si l'ICA est inférieur à 100, une augmentation s'interprète comme un jugement moins défavorable ; s'il est supérieur à 100, une baisse s'interprète comme un jugement moins favorable.

## LES TENDANCES SECTORIELLES DANS CHAQUE COLLECTIVITÉ

### NOUVELLE-CALÉDONIE

Le secteur du nickel, dont l'archipel détient un quart des ressources mondiales, a connu une année en demi-teinte avec un premier semestre tendu et un second semestre favorisé par une reprise des cours. La production de minerai sur l'ensemble de l'année a été en recul de 7 %, en raison d'un début d'année marqué par des intempéries et l'arrêt de la production d'un des principaux clients ; le volume des exportations de minerai a progressé à un rythme soutenu de +15 % sur un an. Par ailleurs, la production de métal de l'usine de Doniambo s'est élevée à 52 132 tonnes en 2009, en hausse de 2 % sur un an, et les exportations de métal en volume ont enregistré un léger recul (-2 %) du fait de la baisse des exportations de ferronickel (-4 %). Sur l'année, ce secteur a été pénalisé par un cours moyen inférieur de 30 % environ à celui de 2008<sup>5</sup>, la valeur des recettes d'exportation de minerai et de métal s'inscrit respectivement en baisse de 22 % et 29 % sur un an. Cependant, au dernier trimestre de 2009, les exportations de minerai et de métal sont reparties à la hausse et d'après les spécialistes de ces

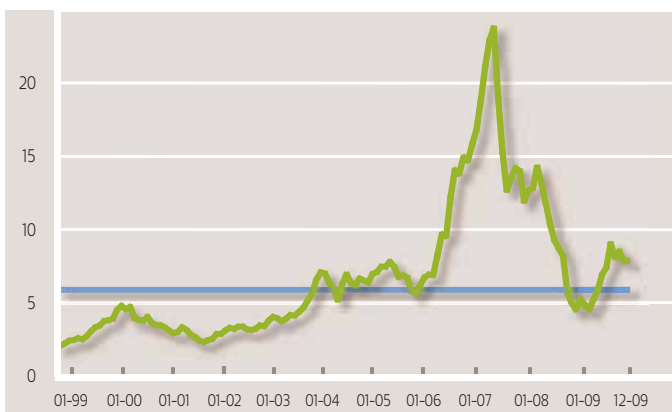
marchés, on pourrait assister à un nouveau cycle haussier des matières premières. Il convient néanmoins de rester prudent sur ces prévisions, compte tenu du niveau élevé des stocks mondiaux qui ont presque doublé en 2009 pour atteindre des niveaux historiquement hauts, à plus de 160 000 tonnes.

Le BTP a continué de résister au ralentissement de l'économie grâce aux grands chantiers en cours (montée en charge de l'usine du Nord, logements sociaux, aéroport). Les ventes de ciment, indicateur significatif de l'activité du secteur, ont légèrement reculé sur un an (-1 %) mais, hors construction d'usines de nickel, elles apparaissent en progression (+3 % sur un an) bien qu'à un rythme moindre que lors des années précédentes. Malgré la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord (il représentait moins de 1 % de la consommation totale du territoire en janvier, puis plus de 6 % à fin décembre), la demande sur l'ensemble de l'année reste inférieure à celle enregistrée en 2008, avec la fin du chantier de l'usine du Sud.

La fréquentation touristique, qui avait jusqu'alors bien résisté à la baisse du tourisme mondial, s'est inscrite en repli au 4<sup>e</sup> trimestre 2009, et passe sous la barre symbolique des 100 000 touristes sur l'année. Cette contraction s'explique principalement par la baisse de la fréquentation des touristes en provenance de métropole sur la deuxième partie de l'année (-13,2 % sur un an), alors que ces mêmes touristes avaient permis de compenser les baisses enregistrées sur les autres marchés émetteurs au cours du premier semestre. En liaison avec la crise économique touchant leurs pays, les touristes japonais et néo-zélandais ont été moins nombreux qu'en 2008 (respectivement -6 % et -21 %). Le nombre de croisiéristes a lui aussi diminué et s'est établi à 131 231, en baisse de 14 % sur un an. Cette baisse est cependant à relativiser car la fin de l'année 2008 avait été particulièrement favorable à ce secteur.

Le secteur crevettier a été mal orienté sur l'année, enregistrant le plus faible volume de crevettes exportées depuis 10 ans. La filière bovine, soutenue par les pouvoirs publics, a poursuivi son redressement bien que les niveaux de production restent inférieurs à ceux d'avant la crise de 2005/2006.

### COURS DU NICKEL AU LONDON METAL EXCHANGE (US\$ / Lb)



— Cours du nickel  
— Moyenne sur la période : 5,75 US\$/Lb

Sources : Direction de l'Industrie,  
des Mines et de l'Energie

<sup>5</sup> Le cours du nickel a connu deux phases : après avoir fortement progressé jusqu'en août (de 5 US\$/Lb en janvier à 9 US\$/Lb en août), il s'est stabilisé autour des 8 US\$/Lb sur la fin de l'année.

## NOUVELLE-CALÉDONIE - TENDANCES SECTORIELLES

	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2008 VAR. EN %
Exportations de minerai de nickel	15 210	18 640	44 187	16 973	13 158	-22,5
Exportations de crevettes	2 372	2 177	1 527	1 583	1 317	-16,8
Consommation de ciment (en tonnes)	123 117	133 662	136 930	139 523	138 662	-0,6
Nombre de touristes de séjour <sup>1</sup>	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	-4,1

Les exportations sont en millions de F CFP.

<sup>1</sup> Sont considérés comme touristes, les non résidents ayant passé une nuit au mois dans un moyen d'hébergement collectif ou privé, et dont le motif principal de la visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le pays visité (selon l'Organisation Mondiale du Tourisme).

Sources : Direction des douanes, ISEE.

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

La morosité n'a épargné quasiment aucun secteur au cours de l'année 2009.

Le secteur primaire a été pénalisé par les résultats de la perliculture. Au terme de l'année, les recettes d'exportation ont reculé de 19 %, en dépit d'une progression sensible des quantités exportées (+ 26 %). Ces évolutions doivent être rapprochées de la chute des cours de la perle (dont le prix au gramme a reculé de 60 % sur un an, à 500 F CFP le gramme) d'une part, de la suspension puis de la réactivation du DSPÉ<sup>6</sup> (qui a conduit à des effets d'aubaine et à des surcroits

d'exportation) d'autre part. L'activité de la pêche, grâce à la nette amélioration en fin d'année, a vu ses expéditions à l'étranger de poissons quasiment doubler (+ 88 %), entre 2008 et 2009. La filière vanille et le coprah ont également enregistré des résultats satisfaisants. Cependant les volumes concernés demeurent modestes et les quelques résultats favorables se sont avérés insuffisants pour enrayer les difficultés structurelles auxquelles doivent faire face ces branches d'activité.

L'activité commerciale a été globalement morose sur l'ensemble de l'année. Une légère reprise du marché des véhicules neufs a toutefois été constatée en fin d'année. Selon les der-



Polynésie française • Perles de Tahiti • IEOM



Polynésie française • Logement social à Mamoa • IEOM

<sup>6</sup> Droit spécifique sur les perles exportées.



Wallis-et-Futuna • Photo C. Angellier

nières données disponibles, le chiffre d'affaires du commerce aurait diminué de 4 % environ au terme des neufs premiers mois de l'année.

Les résultats de la branche industrielle dans son ensemble ont été soutenus par ceux de l'agroalimentaire, avec la bonne tenue des exportations de produits alimentaires et de la production d'huile de coprah. Les autres industries ont été, quant à elles, pénalisées par l'atonie de l'activité, notamment du secteur de la construction.

Le secteur du BTP aura souffert tout au long de l'année d'une absence de perspectives rassurantes sur l'évolution de son courant d'affaires. Si la branche des travaux publics a pu connaître un regain d'activité sur la fin de l'année avec le redémarrage de la commande publique, la branche bâtiment a nettement pâti d'un manque de chantiers d'ampleur lui permettant de disposer d'une visibilité à moyen terme. Illustrant la perte de vitesse du secteur, les importations de ciment et de bois transformés ont chuté respectivement de 24 % et 20 % en volume sur l'année.

Le secteur touristique continue de se détériorer. Après une année 2008 défavorablement orientée et en dépit des multiples actions promotionnelles des professionnels du secteur, l'activité touristique en Polynésie accuse un bilan 2009 très en deçà de sa moyenne de longue période. Le pays a accueilli 160 447 touristes en 2009, soit le plus faible niveau atteint depuis 1996. Cette baisse correspond à une perte sur un an de plus de 36 000 touristes, qui a concerné l'ensemble des marchés émetteurs même si les plus fortes diminutions ont été observées sur le marché nord-américain qui représente environ un quart des touristes (- 26,3 %), sur le marché européen – hors France – (- 17 %) et sur le marché Australien (10 % de la baisse totale). La croisière a accusé la chute la plus sensible sur un an (- 30 %).

#### POLYNÉSIE FRANÇAISE - TENDANCES SECTORIELLES

	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2008 VAR. EN %
Exportations de perles brutes	12 156	10 943	10 577	8 316	7 471	-10,2
Exportations de noni (purée et jus)	1 424	1 161	751	561	768	36,9
Exportations de poissons et crustacés	358	415	486	270	502	85,9
Importations de ciment (milliers de tonnes)	131 020	130 255	142 044	128 080	97 827	-23,6
Nombre de touristes de séjour <sup>1</sup>	208 067	221 549	218 241	196 496	160 447	-18,3
Chiffres d'affaires des entreprises (Mds F CFP)	741,6	787,1	827,9	850,7	571,1 *	

Exportations en millions de F CFP.

<sup>1</sup> Sont considérés comme touristes, les non résidents ayant passé une nuit au mois dans un moyen d'hébergement collectif ou privé, et dont le motif principal de la visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le pays visité (selon l'Organisation Mondiale du Tourisme).

\* Cumulé sur les 3 premiers trimestres de l'année.

Sources : ISPF, Direction régionale des Douanes, Service des contributions.

## WALLIS-ET-FUTUNA

L'activité à Wallis-et-Futuna repose essentiellement sur le commerce, les services marchands, la construction et le BTP, ces trois secteurs totalisant les deux tiers du nombre d'entreprises en activité et 82 % des créations d'entreprises en 2009. Ils cumulent aussi 77 % de l'encours des crédits distribués (hors particuliers) : les services marchands bénéficient de 41 % de l'encours, suivi du commerce pour 32 % et du BTP pour seulement 4 % de l'encours.

Les services non marchands, qui regroupent l'éducation, la santé et les services administratifs, occupent la première place de l'emploi, avec une part relative de 68 % dans l'effectif

salarié total du Territoire (cumul de l'emploi local et des fonctionnaires d'Etat). Ils mobilisent aussi 22 % de l'encours de crédit, correspondant aux prêts accordés au Territoire ainsi qu'à l'Agence de Santé. Avec 16 % des patentés, le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche contribue à seulement 0,35 % de l'emploi salarié et capte une fraction infime des financements bancaires (0,31 %). Il en est de même pour les petites entreprises des secteurs de l'industrie et l'artisanat (composé essentiellement de boulangers, de petits artisans du bâtiment et de couturières), qui pèsent 18 % dans la démographie des entreprises mais très peu dans l'emploi (1,6 %) et dans le crédit (0,6 %). Ceci traduit certainement la difficulté des professionnels concernés à s'extraitre du secteur informel.

### WALLIS-ET-FUTUNA - TENDANCES SECTORIELLES

	2005	2006	2007	2008	2009	2008/2007 VAR. EN %
Effectifs salariés inscrits dans le BTP <sup>1</sup>	79	55	85	120	80	-33
Effectifs salariés inscrits dans le commerce <sup>1</sup>	202	241	281	217	261	20
Effectifs salariés inscrits dans les services marchands <sup>1</sup>	164	188	162	219	323	47
Trafic maritime (nombre de touchées de navires de commerce)	39	45	26	37	60	62
Transferts publics de l'Etat (en Mln de F CFP)	10,2	11,2	11,5	12,065	12,001	-1

<sup>1</sup> Effectifs du secteur privé déclarés à la Caisse Locale de Retraites.  
Sources : CLR-CCPF, Service des douanes et des affaires maritimes, Trésor public.

